



## Sacro-sainte, la croissance ?

Paru dans la Libre Belgique du 17 octobre 2009

[www.lalibre.be](http://www.lalibre.be)

### Association d' Objecteurs de Croissance

Rue Basse-Marcelle 26, 5000 Namur

[www.objecteursdecroissance.be](http://www.objecteursdecroissance.be)

*Elle serait la condition nécessaire pour créer de l'emploi, des richesses, de la sécurité. Eux-mêmes étant conditions du progrès, du bonheur, du développement. Elle a eu des impacts positifs, mais à y regarder en face, le bilan global est sombre.*

Objecteurs de croissance (\*)

L'idéologie de "la croissance" est au cœur de tous les programmes politiques, qu'ils soient bleu, orange, rouge, vert, olivier, jamaïquain ou de quelque autre appellation que ce soit. La sacro-sainte croissance dont on nous rabâche les oreilles à longueur de temps est présentée à la fois comme le but à poursuivre et le moyen d'y arriver: elle serait la condition nécessaire pour créer de l'emploi, des richesses, de la sécurité, eux-mêmes étant conditions du progrès, du bonheur, du développement.

Pourtant, après un demi-siècle de ce régime, force est de constater que ses promesses ne sont pas au rendez-vous. Bien sûr la croissance a eu des impacts positifs sur le niveau de vie dans les pays industrialisés, mais à y regarder en face, le bilan global est sombre : la misère frappe au Sud et aussi au Nord, la famine se répand à nouveau à un rythme alarmant. Les guerres n'ont pas cessé et ont le plus souvent accompagné l'exploitation de ressources naturelles du Sud dont nous avons besoin, au Nord, pour alimenter "notre croissance" économique. Les sociétés dites riches n'ont jamais pu se débarrasser du chômage. La courbe du bien-être a décroché depuis longtemps de celle du PIB. Dans le même temps, la planète est en train d'être dévastée, menaçant les conditions mêmes d'une vie humaine digne sur Terre.

Pire, nous sommes désormais en "crise" et la croissance tant attendue est devenue récession.

C'est peu dire que le bilan de 50 ans de croissance économique n'est pas un succès. Et pourtant, ce dogme n'a jamais été aussi profondément ancré dans nos sociétés.

Les premiers soubresauts consécutifs à la crise créée par la logique de croissance sont à peine passés que les économistes et politiciens de tous bords répètent dans une unanimité effrayante : relançons l'économie ! L'aveuglement est tel qu'ils s'évertuent effectivement à la relancer... dans le mur. Pourrait-il en être autrement alors que la logique à l'origine de cette crise est toujours au pouvoir ?

Cette relance, présentée comme l'unique issue à l'étranglement de l'économie n'est en rien une solution.

Qu'elle soit envisagée par les investissements, la consommation, la spéculation ou un peu des trois à la fois, la relance ne pourra jamais déplacer les limites naturelles sur lesquelles bute désormais l'économie. Un adage attribué à l'économiste Kenneth Boulding dit de manière évidente ce que chacun sait ou sent : "Celui qui croit que la croissance

peut être infinie dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste".

En réponse à la crise anthropologique dans laquelle l'homme dominateur continue à se penser maître de la nature, les décideurs, et singulièrement la classe politique, ont communiqué sur deux points principaux : 1) il faut réguler la finance, voire "moraliser le capitalisme" et 2) il faut une croissance verte grâce au développement durable.

Le premier versant de ces effets de communication est déjà largement évanoui, tant les effets d'annonce ont logiquement été suivis d'un vide quasiment complet d'initiative politique. Cela est sans surprise car le capitalisme n'a jamais été moral, ne peut pas être moral et ne le sera donc pas. Il faut en sortir.

Le second volet de la communication se porte en revanche très bien : le développement durable est mis à toutes les sauces. Le développement durable, c'est polluer un peu moins pour polluer plus longtemps, en vendant pour le même prix une fausse bonne conscience à ceux qui se réclament de ce qui n'est pas autre chose qu'un concept marketing.

Souvenons-nous: en 1972 paraît le fameux rapport du Club de Rome intitulé "Halte à la croissance ? Rapport sur les limites de la croissance", qui intègre dans ses modèles économiques les ressources naturelles et en conclut qu'une croissance infinie sur une planète aux ressources limitées n'est pas possible (1). A ce moment-là, c'est-à-dire quatre ans après mai 68, la conscience de devoir radicalement modifier le cours des choses est bien vivante. L'ébullition et la radicalité d'alors furent un problème pour les personnes les plus installées, la préoccupation écologique grandissante devint gênante pour l'économie de croissance. En matière d'environnement, la réaction apparaît en 1987 avec le concept de "développement durable" popularisé dans le "rapport Brundtland". Le développement durable y est alors présenté comme le type de développement qui permet aux générations actuelles de satisfaire leurs besoins sans compromettre les possibilités des générations futures à rencontrer les leurs. Le rapport associe en même temps ce développement à une nouvelle phase de croissance économique, prenant de la sorte le contre-pied des avertissements lancés par le Club de Rome tout en prétendant rencontrer ses préoccupations.

Le développement durable doit donc être considéré comme un concept écran qui permet de laisser s'exprimer la préoccupation citoyenne face à la destruction de la planète, tout en garantissant qu'aucun changement fondamental ne viendra perturber la course à la croissance économique, logique d'autant plus profitable que l'on se trouve en haut dans la pyramide des inégalités sociales.

D'aucuns, et nous en avons été, pensent que le développement durable est une étape nécessaire pour passer

d'une économie de prédation à une économie soutenable. Il faut revenir sur cette hypothèse qui ne se vérifie pas. Cette promesse était celle de 1987 et du rapport précité. Depuis, force est de constater que les choses ont très sérieusement empiré. En fait d'étape, le développement durable s'est avéré être un piège, une pente glissante vers l'effondrement qui guette toute société aveugle de ses excès au point de prétendre pouvoir continuer à vivre confortablement en saccageant son milieu de vie et en pillant les peuples et les ressources du monde entier. En réponse à la mise en orbite industrielle de notre empreinte écologique, le développement durable promettait un "atterrissage en douceur" (soft landing). Vingt-deux ans plus tard, nous sommes lancés à pleine allure sur le mur désormais très proche des limites de la planète.

Il faut donc casser cette notion dangereuse de développement durable et lui substituer la nécessaire décroissance de la production et de la consommation.

Pour préserver la solidarité, la dignité humaine, la beauté de la vie, il est impératif de préserver la planète, notre hôte à tous. Et pour sauver la Terre, il n'y a d'autres solution que de sortir de la logique du toujours plus. Aux fuites en avant que sont les logiques de croissance économique et de relance, nous objectons.

Tout comme les objecteurs de conscience refusèrent la violence des institutions militaires en ne participant pas à leur service, nous refusons d'alimenter, de justifier et d'entretenir la logique prédatrice et sans avenir qu'est celle de la croissance économique.

Nous refusons et réfutons ce dogme, dénonçons l'absurdité mortelle du fanatisme de la croissance économique à tout prix, en choisissant l'objection de croissance. Nous promovons notamment la relocalisation de l'économie, la redistribution équitable des richesses, la sobriété heureuse, la participation directe à la démocratie. C'est avec cette nouvelle vision du monde, les pieds sur Terre et le regard loin devant, que nous voulons promouvoir une autre façon de vivre ensemble, basée sur la solidarité, l'autonomie, pour l'émancipation.

*(\*) Jean-Baptiste Godinot, Bernard Legros, Paul Lannoye, Michèle Gilkinet, Martine Dardenne, Sylviane Mergelsberg, Renaud Laverdure, Georges Trussart, Jean Pierre Wilmotte, Pierre Stein, Francis Leboutte, Jean-Laurent Gillain, Reginald de Potesta, Sandra Dipinto, Daniel Cauchy, Jean-Luc Roussel, initiateurs et coordinateurs du Mouvement Politique des Objecteurs de Croissance.*  
[www.objecteursdecroissance.be](http://www.objecteursdecroissance.be)

*(1) Ce constat avait déjà été formalisé dès 1964 par Georgescu-Roegen dans ses travaux fondateurs de la bioéconomie.*